



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1996/SR.11
19 novembre 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Quarante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 11ème séance

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 13 août 1996, à 16 heures

Président : M. Eide

SOMMAIRE

Elimination de la discrimination raciale :

- a) Mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la
discrimination raciale, et rôle de la Sous-Commission (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.96-13325 (F)

SOMMAIRE (suite)

Protection des minorités (suite)

Liberté de circulation :

- a) Situation des travailleurs migrants et des membres de leurs familles;
- b) Déplacements de populations;
- c) Droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays (suite)

Examen global de sujets précis relatifs au racisme, à la xénophobie, aux minorités et aux travailleurs migrants (suite)

La séance est ouverte à 16 h 10.

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE :

- a) MESURES A PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE, ET ROLE DE LA SOUS-COMMISSION (point 5 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/5, E/CN.4/Sub.2/1996/8, E/CN.4/1996/71 et Add.1 et E/CN.4/1996/72 et Add.1)

PROTECTION DES MINORITES (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/2, E/CN.4/Sub.2/1996/28 et E/CN.4/Sub.2/1996/35)

LIBERTE DE CIRCULATION :

- a) SITUATION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEURS FAMILLES;
- b) DEPLACEMENTS DE POPULATIONS;
- c) DROIT DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS (point 18 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/29)

EXAMEN GLOBAL DE SUJETS PRECIS RELATIFS AU RACISME, A LA XENOPHOBIE, AUX MINORITES ET AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS (point 20 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/30)

1. M. ALI KHAN, prenant la parole au titre du point 18 de l'ordre du jour, dit que malgré l'adoption par l'Assemblée générale et la Commission des droits de l'homme de résolutions se rapportant à ce point, la question de la purification ethnique a pris des proportions tellement alarmantes dans certaines régions du monde, notamment en Asie et dans le sous-continent, que la Sous-Commission doit agir sans plus attendre, de concert avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres institutions spécialisées, pour sauvegarder les principes de la diversité ethnique, religieuse et culturelle.

2. Se référant à la citoyenneté des populations migrantes, M. Ali Khan dit que d'un point de vue juridique et pratique, un groupe donné est nécessairement associé au territoire sur lequel il vit. Toutefois, dans certaines régions, les familles de migrants de la troisième, voire de la quatrième génération, n'ont toujours aucun droit d'aucune sorte. L'idée a été émise, pour protéger leurs intérêts, d'élargir le champ des droits de l'homme à ce type de situation. M. Ali Khan estime, qu'étant donné que ces migrants se voient refuser le droit à la citoyenneté un autre moyen serait de leur accorder un droit de résidence et le droit de revenir chez eux. Il cite à titre d'exemple la loi de 1948 sur la nationalité britannique, laquelle reconnaît les droits des personnes qui vivent sur un territoire donné depuis un certain temps. Bien qu'il faille tenir compte de considérations politiques, le HCR, en tant qu'organisme opérationnel, a besoin d'un cadre juridique solide pour intervenir.

3. Mme McDOUGALL, intervenant au titre des points 5, 17 et 20 de l'ordre du jour, dit que la lutte contre le racisme en Afrique du Sud n'est pas arrivée à

son terme mais qu'elle est simplement entrée dans une nouvelle phase. Alors que le nouveau Parlement et le nouveau cabinet sont en train de démanteler le cadre constitutionnel et juridique de l'apartheid, la trame de l'apartheid, à savoir les profondes inégalités économiques et sociales, demeure. Le mieux pour décrire l'apartheid est de parler de système d'exploitation économique fondé sur la discrimination raciale; or le substrat de l'apartheid persistera tant que le nouveau gouvernement ne trouvera pas les ressources nécessaires pour instaurer une certaine équité économique et sociale.

4. Mme McDougall estime qu'il est capital de se pencher sur la croisée de la discrimination raciale avec le déni ou la violation d'autres droits fondamentaux de l'homme. Il est également important d'étudier en quoi des lois, des politiques gouvernementales ou des pratiques d'entités publiques ou privées, apparemment neutres, peuvent avoir des incidences différentes selon la race. Le racisme et la discrimination ethnique, tout comme la question des disparités entre hommes et femmes, sont des questions composites qui devraient être examinées au titre de chacun des points à l'ordre du jour de la Sous-Commission.

5. Mme MOYA (American Association of Jurists), s'exprimant à propos du point 17 de l'ordre du jour, dit que l'on continue de méconnaître et de minimiser la contribution inappréciable et inestimable que les 200 millions de personnes d'origine africaine qui vivent sur le continent américain ont apportée à la richesse, à la culture et au progrès des communautés locales et nationales au sein desquelles elles vivent. Dans ces sociétés dominées par l'esprit de classe et le racisme, qui n'offrent aux personnes d'origine africaine ni avantages ni perspectives d'avenir, les relations se caractérisent par le rejet, le mépris, la xénophobie, la dépendance et les complexes de supériorité ou d'infériorité. La tolérance et le respect de la différence ne suffisent pas à eux seuls à protéger les droits sociaux, environnementaux, politiques et économiques de ces personnes. Les communautés ont besoin de prendre plus fermement en mains leur propre vie. Il faut par ailleurs cultiver des relations véritablement interculturelles pour garantir un partage plus équitable des ressources technologiques et financières. Cela ne va pas sans tolérer, mais aussi accepter, ceux qui sont différents.

6. Dans presque tout le continent américain, les mécanismes d'exclusion s'intensifient : en matière d'éducation, la participation des Noirs est insuffisante et ils sont mis à l'écart, cela pour préserver de vieux privilèges; ils jouissent de moins de perspectives d'avenir et de droits fondamentaux; en matière juridique, la volonté politique fait défaut pour élaborer, défendre et faire respecter des instruments, sévir contre la discrimination et protéger les droits des travailleurs noirs; les médias et la société en général colportent des stéréotypes et des conceptions à propos du rôle des hommes et des femmes qui conduisent à des actes de discrimination sur le lieu de travail; dans certains pays comme la Colombie, le Brésil et les Etats-Unis d'Amérique, les Noirs sont assimilés aux délinquants et les gouvernements agissent à l'égard des régions occupées par des communautés noires comme si elles étaient inhabitées, comme le montre le projet de canal interocéanique envisagé en Colombie.

7. Mme Moya invite l'Organisation des Nations Unies à réaliser une étude sur les communautés noires du continent américain, non seulement pour faire mieux comprendre les problèmes en question, mais aussi pour améliorer les relations entre groupes et les conditions de vie des Noirs. Il serait également utile de créer un fonds de contributions volontaires afin de permettre aux représentants des communautés noires d'Amérique d'assister et de participer aux sessions d'organes tels que le Groupe de travail sur les minorités.

8. Mme NEURY (Centre Europe-Tiers monde), prenant la parole au titre des points 5 et 20 de l'ordre du jour, déclare que son organisation regrette profondément la décision prise par la Sous-Commission de regrouper les points 5, 17, 18 et 20 de l'ordre du jour, car cela ne laisse guère de temps pour examiner sérieusement ces questions.

9. Sur la question des travailleurs migrants, Mme Neury dit que l'expérience montre qu'ils suscitent moins de paranoïa là où ils sont installés de longue date; la vie en commun fait qu'on les considère avant tout comme des voisins ou des collègues plutôt que comme des étrangers. Les gouvernements devraient s'abstenir d'élaborer des lois discriminatoires à l'égard des travailleurs migrants et les programmes d'urbanisme devraient tenir compte des facteurs sociaux, économiques et culturels, de façon à mettre en place de réelles politiques d'intégration.

10. Il a été facile à certains groupes politiques, économiques et religieux puissants d'exploiter la prétendue spécificité de certains groupes, avec des conséquences parfois tragiques. La législation relative à l'immigration ouvre souvent la voie à l'expression de la xénophobie et du racisme. Mme Neury cite le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, lequel estime qu'en Europe, la législation relative à l'immigration, loin d'enrayer l'immigration, a contribué à marginaliser un grand nombre d'étrangers. La responsabilité des Etats est manifeste; d'une manière générale, la volonté d'un Etat de lutter contre le racisme et la xénophobie se reflète dans les lois qu'il adopte. Mme Neury se demande donc comment la communauté internationale pourrait exercer de réelles pressions sur les Etats qui promulguent des lois racistes, alors qu'ils sont parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, laquelle assimile de tels agissements à un délit.

11. L'organisation Centre Europe-Tiers Monde demande à la Commission et à la Sous-Commission de permettre au Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, de poursuivre son travail en toute indépendance, dans le cadre de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Mme Neury évoque la distinction que fait le Rapporteur spécial entre le racisme érigé en politique gouvernementale institutionnalisée, comme l'apartheid, et le racisme qui prend des aspects diffus et influe sur certains groupes ou classes sociales qui, parfois, ont des positions racistes ou xénophobes camouflées sous le principe de l'égalité qu'ils font valoir à grands cris. Ce deuxième type de racisme est le plus courant, et le plus dangereux, dans les pays occidentaux, dans la mesure où

ces Etats continuent d'adopter des lois discriminatoires tout en ratifiant des conventions internationales en contradiction avec leur législation nationale.

12. M. WAREHAM (Association internationale contre la torture), prenant la parole au titre du point 5 de l'ordre du jour, félicite, d'une part, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée pour ses travaux critiques et objectifs menés en toute indépendance et, d'autre part, la Sous-Commission pour son initiative à l'origine du mandat du Rapporteur spécial.

13. Le Rapporteur spécial s'est rendu aux Etats-Unis d'Amérique en 1994. Son rapport (E/CN.4/1995/78/Add.1) a suscité une réponse de la part du pays intéressé qui constitue pratiquement une attaque personnelle. Pareille réaction à un rapport qui, malgré certaines faiblesses, dresse un tableau objectif de la situation aux Etats-Unis, montre combien il importe de veiller à ce que des ressources suffisantes soient dégagées pour assurer l'indépendance du Rapporteur spécial et un travail de qualité de sa part, et justifie la nomination, comme on l'a réclamé, d'un rapporteur par pays.

14. Les Etats-Unis ont reproché au Rapporteur spécial d'avoir fait essentiellement porter son attention sur la situation des Africo-américains, sans tenir compte d'autres "minorités", mais le gouvernement n'a rien fait pour informer les communautés minoritaires de la visite du Rapporteur spécial ou pour mettre des moyens de transport à la disposition des représentants des organisations non gouvernementales d'origine communautaire qui n'étaient pas établies dans les quatre villes seulement où le Rapporteur, tenu par son budget, a pu se rendre. Au demeurant, si les Etats-Unis sont incapables de faire face à la situation des 40 millions d'Afro-américains, il y a peu de chance qu'ils puissent remédier à toute autre situation de ce type.

15. Les Etats-Unis ont reproché au Rapporteur spécial la description "alarmiste" qu'il aurait faite de la montée de la haine et de la violence raciale dans le pays. Or l'Association internationale contre la torture a fait état de l'existence d'escadrons de la mort racistes au sein de la police de New York et a été informée que les agents du Federal Bureau of Investigation (FBI) chargés de l'enquête sur les récents incendies volontaires d'églises noires dans le sud avaient axé leurs investigations sur les membres et les responsables de ces églises plutôt que sur les tenants de la supériorité de la race blanche.

16. L'Organisation internationale contre la torture plaide pour la convocation d'une conférence mondiale sur le racisme en 1998, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

17. Mme PARKER (Humanitarian Law Project/International Educational Development, Inc.), prenant la parole au titre du point 18 de l'ordre du jour, estime regrettable que le Rapporteur spécial sur les transferts de populations, y compris l'implantation de colons et de colonies, considérés sous l'angle des droits de l'homme, n'ait pas été en mesure de rédiger son rapport final, en raison de contraintes financières qui ont empêché la tenue préalable d'un séminaire multidisciplinaire. L'organisation qu'elle représente

appuie fermement l'idée d'un tel séminaire qui garantirait que les conclusions et les recommandations finales dont le rapport ferait état reflètent tout un éventail d'opinions sur des points essentiels. Certains gouvernements qui enfreignent la quatrième Convention de Genève de 1949 s'inquiètent, on le comprend, de la perspective d'un séminaire ou d'un rapport. Tout Etat ayant refoulé des réfugiés originaires de Sri Lanka, du Myanmar, du Libéria ou de tout autre pays en guerre viole l'article 45 de la Convention; par ailleurs, l'article 49 de cet instrument interdit l'implantation en temps de guerre de colons et de colonies ou le déplacement des habitants de zones occupées. Se sont rendus coupables de telles pratiques la Chine au Tibet, Sri Lanka dans les zones tamoules, l'Indonésie au Timor oriental et le Myanmar dans les territoires de minorités ethniques.

18. La Déclaration de 1974 sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé et les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1949 condamnent les expulsions forcées et la destruction de logements civils au cours d'opérations militaires ou dans des territoires occupés.

19. Mme Parker appelle l'attention sur la situation tragique des 200 000 Tamouls à Sri Lanka qui se sont récemment réfugiés dans la jungle pour échapper aux bombardements qui ont pilonné la région de Kilinochchi. Son organisation prie instamment la Sous-Commission d'exhorter la communauté internationale à demander l'instauration d'un cessez-le-feu à Sri Lanka et des conditions propres à favoriser la reprise des négociations, de façon à mettre un terme au conflit.

20. Mme GRAF (Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples), s'exprimant d'abord au titre du point 17 de l'ordre du jour, dit que son organisation est particulièrement préoccupée par le sort des minorités qui ne résident pas sur le territoire d'Etats établis et reconnus, mais qui vivent par exemple dans des territoires occupés.

21. Se référant aux Chypriotes grecs de la partie nord de Chypre et au groupe enclavé de Karpas, en particulier, Mme Graf déclare que le non-respect par la Turquie du troisième Accord de Vienne de 1975, qui a instauré le cadre dans lequel devaient s'inscrire les relations entre la minorité chypriote grecque et l'autorité d'occupation turque, a perpétué l'animosité interethnique. L'exode, qui en a résulté, de Chypriotes grecs du nord a réduit cette communauté à moins de 500 personnes. A ce jour, aucune des mesures prévues dans l'annexe IV au document E/CN.4/1996/54 de la Commission des droits de l'homme, telles que la liberté de circulation des Chypriotes grecs et des Maronites entre le nord et le sud, la libre diffusion dans le nord de publications du sud et l'entretien des lieux d'enseignement et de culte, n'a été mise en oeuvre. La minorité chypriote grecque enclavée de Karpas est soumise à des restrictions particulièrement sévères et son isolement croissant compromet la subsistance même de cette communauté.

22. La minorité chypriote turque subit elle aussi le contrecoup de l'émigration et cède la place à des colons turcs. Les manifestations de mécontentement sont durement réprimées, les syndicats ont été interdits et

plusieurs journalistes qui n'avaient pas craint de s'exprimer ont été assassinés.

23. On ne saurait considérer comme légitime la présence turque à Chypre en ce qui concerne la question des droits des minorités. On ne sortira de l'impasse que lorsque la Turquie aura retiré ses forces du nord et que le dialogue sera engagé entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs. La coexistence pacifique, dans le cadre d'une structure fédérale, doit se fonder sur l'accord et la participation de représentants des deux communautés.

24. Mme Graf, passant au point 18 b) de l'ordre du jour, demande instamment à la Sous-Commission de veiller à ce que le rapport final du Rapporteur spécial soit achevé dès que possible. Ce rapport devrait porter tout particulièrement sur la corrélation entre les transferts de populations et l'effondrement des structures économiques, sociales et culturelles des communautés touchées, et mettre l'accent sur le Tibet et le Myanmar, où les réimplantations forcées se sont traduites par une grave dégradation du climat social et de nombreux cas de malnutrition et de maladie.

25. M. AHMAD (Congrès du monde islamique), prenant la parole au titre du point 17 de l'ordre du jour, condamne les attaques violentes menées contre le peuple tchétchène, à l'instar d'autres intervenants et de militants respectés des droits de l'homme, comme Mme Yelena Bonner et M. Sergei Kovalev. Le Congrès du monde islamique est également préoccupé par les persécutions auxquelles le peuple du Kosovo se trouve en butte.

26. Les musulmans de la région arakanaise du Myanmar, qui sont la cible d'expulsions forcées et de persécutions de la part du gouvernement, se sont enfuis dans des camps de réfugiés au Bangladesh où 60 000 d'entre eux vivent actuellement dans des conditions extrêmement pénibles. La Sous-Commission devrait examiner sans plus attendre leur situation tragique.

27. Dans nombre de sociétés, on entend par démocratie un régime dans lequel la majorité gouverne dans l'intérêt de la majorité. Les minorités doivent alors se soumettre à la volonté de la communauté majoritaire. En Inde, le vieux système des castes a causé d'immenses souffrances à la communauté minoritaire des "intouchables", d'où est issue une proportion non négligeable des personnes soumises au travail forcé et de la main-d'oeuvre enfantine de ce pays.

28. La discrimination à l'égard des musulmans remonte à l'indépendance de l'Inde. Ceux-ci ont été tenus à l'écart du développement économique et social et se sont trouvés relégués au niveau le plus bas de la vie sociale et économique. On continue de s'en prendre aux symboles de leur culture et de leur identité et de douter de leur loyauté. De temps à autre, ils sont victimes d'actes de violence organisés et systématiques que le Gouvernement indien refuse habituellement de reconnaître et à l'occasion desquels il s'emploie à empêcher toute enquête impartiale.

29. La représentation des musulmans dans les législatures nationale et provinciales est bien inférieure à leur proportion dans la population. On leur refuse des prêts pour monter des entreprises et on sème sur leur chemin toutes

sortes d'obstacles pour les dissuader de suivre des études supérieures. Intégrer la fonction publique leur est pratiquement impossible.

30. Les musulmans sont brimés par la police et les services de sécurité indiens. Leurs écoles religieuses sont en proie au harcèlement et jamais les autorités n'ont eu l'intention de donner suite à leur promesse de reconstruire la mosquée de Babri, suite à sa destruction. On constate un nombre disproportionné de musulmans parmi les personnes arrêtées en application de la loi relative à la lutte contre les activités terroristes et subversives.

31. Progressivement, les musulmans sont réduits au statut de citoyens de deuxième classe. On leur a fait savoir que si jamais le peuple de Jammu-et-Cachemire parvenait à exercer son droit à l'autodétermination, les musulmans le "paieraient". Toutefois, l'Inde tient à se voir décerner l'appellation de "plus grande démocratie" du monde et veut donc échapper à tout contrôle. L'annulation de la visite prévue en Inde du Rapporteur spécial chargé de surveiller l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction est, à cet égard, éloquent. Les musulmans indiens et autres minorités sous-représentées ne pourront recouvrer leurs droits que si on leur donne les moyens de jouer un rôle effectif dans la conduite des affaires de leur pays. A cette fin, ils doivent être en mesure d'envoyer dans les législatures du pays des personnes qui les représentent véritablement, en nombre proportionnel à leur importance numérique. Après quoi, une supervision internationale de tous les instants s'impose.

32. M. SLUIJK (International Federation for the Protection of the Rights for Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities) dit que le terrorisme n'est pas exclusivement le fait de groupes fanatiques, il l'est aussi de gouvernements. Ainsi, le Gouvernement turc brime et terrorise la minorité kurde de Turquie depuis plus 10 ans. En outre, en 1974, l'armée turque a envahi Chypre et y a transféré plus de 80 000 citoyens turcs originaires de l'Anatolie pour en modifier la composition démographique. Même les Chypriotes turcs sont traités comme des citoyens de deuxième classe par les forces turques d'occupation.

33. Le traitement infligé à la minorité grecque d'Albanie constitue un autre exemple de violation des droits des minorités, bien que la privation des droits politiques de tous les citoyens albanais, sous la présidence de M. Sali, soit tout aussi préoccupante. A l'occasion, il y a peu d'auditions devant la Commission des relations internationales du Congrès des Etats-Unis, les élections qui se sont tenues dernièrement en Albanie ont été taxées "d'irrégulières", tandis que l'on dénonçait dans le même temps les brutalités commises par les forces de sécurité, les détentions provisoires prolongées, les conditions de détention déplorables, les restrictions occasionnelles de la liberté de parole et les actes de discrimination et de violence à l'égard de femmes. Un ancien vice-premier ministre albanais a déclaré que le pouvoir judiciaire était placé sous la coupe du pouvoir exécutif. Le gouvernement refuse de restituer de nombreuses églises aux communautés grecques ainsi que les monastères, icônes et autres biens religieux les plus précieux, et a déclaré 21 "maisons de prière" patrimoine architectural national avant d'en transférer la tutelle au ministère de la culture. Les Grecs ne seraient pas en

mesure d'obtenir un emploi dans les forces de police ou autres services publics et leurs biens ne jouiraient pas d'une protection suffisante de la part de la force publique. Des écoles et des entreprises grecques ont été réduites en cendres et des églises grecques profanées par des vandales. Les pouvoirs publics ne font rien pour arrêter et poursuivre en justice les malfaiteurs, même s'il y a des victimes. Ils ont exclu les personnes d'origine grecque de tous postes de direction pourvus par voie de nomination. Il arrive même à la police de prendre part à des brimades et à des exactions à l'encontre de la minorité grecque, ce qui porte d'autant plus à penser que les actes de violence s'inscrivent dans une politique visant à contraindre les Grecs de souche à passer la frontière méridionale pour s'établir en Grèce.

34. Le gouvernement entrave considérablement l'accès des enfants grecs de souche à un enseignement dans leur langue maternelle en fermant les établissements qui dispensent un enseignement en langue grecque, violant ainsi les normes internationales relatives au traitement des minorités. Ces mesures dans lesquelles on peut aller jusqu'à voir une forme subtile de purification ethnique, ne tiennent pas compte des obligations contractées par le Gouvernement albanais ni de l'avis consultatif rendu par la Cour permanente de Justice internationale aux termes duquel l'Albanie ne pouvait retirer à la minorité grecque les droits qu'elle lui avait précédemment accordés.

35. Le moment est venu pour les Nations Unies d'agir résolument contre tous ceux qui violent les droits des minorités. Si les Gouvernements turc et albanais souhaitent faire partie du monde civilisé, ils ont l'obligation de respecter et de promouvoir les droits de la population de leur pays, en particulier les droits des minorités.

36. M. DIENG (Commission internationale de juristes) relève que depuis le 4 mars 1996, Israël assiège les zones palestiniennes de la Cisjordanie et de Gaza. Depuis 1993, la liberté de circulation des habitants de la Cisjordanie et de la bande de Gaza est soumise à des restrictions sévères, lesquelles ont été renforcées encore au lendemain des attentats-suicides qui visaient des cibles israéliennes au début de 1996. Le bouclage de ces zones interdit l'accès des Palestiniens à Jérusalem-Est, occupée, et, dans la pratique, isole le nord du sud de la Cisjordanie, en violation de l'Accord intérimaire israélo-palestinien.

37. D'après Israël, ces mesures restrictives ont été prises pour empêcher de nouveaux attentats, mais force est de constater que leurs conséquences, radicales et lourdes de portée, constituent une sorte de sanction collective infligée à l'ensemble de la population civile. Qui plus est, ces mesures sont également discriminatoires, puisque les citoyens israéliens continuent, eux, de jouir de la liberté de circulation.

38. Selon les informations fournies par les associations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme, au moins quatre adultes et cinq jeunes enfants palestiniens ont trouvé la mort à des barrages routiers dressés par l'armée. Le bouclage de ces régions et les restrictions imposées à la liberté de circulation qui ont eu pour effet immédiat de faire perdre leur emploi en Israël à 70 000 travailleurs palestiniens ont pratiquement paralysé le secteur de la santé de la communauté palestinienne. Entre les mois de mars

et d'août, le Gouvernement israélien a permis à quelques milliers de travailleurs de retourner à leur travail, laissant les autres dans le désœuvrement, privés de source régulière de revenus. Par ailleurs, le secteur industriel palestinien étant fortement tributaire de l'approvisionnement par Israël en matières premières, équipements et combustibles, le bouclage des territoires a malencontreusement interrompu l'activité économique. Les secteurs de l'agriculture et de la pêche en ont aussi énormément pâti. L'enseignement a été profondément perturbé, car les élèves et enseignants ne pouvaient plus se rendre dans les écoles; quant aux 5 000 personnes qui fréquentent l'Université de Bir Zeit, elles ont été empêchées de pénétrer sur le campus de l'Université et 371 étudiants ont été arrêtés.

39. Le droit international interdit de faire usage de sanctions collectives. Même lorsqu'ils traversent des périodes difficiles, les Etats doivent continuer de sauvegarder la primauté du droit. Le bouclage de la Cisjordanie et de la bande de Gaza viole non seulement le droit à la liberté de circulation, mais aussi le droit au travail et le droit à l'éducation de milliers de civils innocents.

40. Mme GUILLET (Fédération internationale des droits de l'homme) déclare que la Fédération est extrêmement préoccupée par la situation des étrangers et des demandeurs d'asile en Europe. En France, par exemple, une mission récente de la Fédération a constaté que les difficultés auxquelles les demandeurs d'asile se heurtaient constituaient de graves violations du droit international en matière de réfugiés, les procédures de recours contre les arrêtés d'expulsion étant pour une bonne part contrôlées par les autorités administratives elles-mêmes. Ces pratiques sont indignes d'un Etat de droit. Officiellement, le gouvernement prétend lutter contre le discours d'exclusion de l'extrême-droite et favoriser l'intégration des étrangers, alors qu'en réalité, par diverses mesures législatives et administratives, il entretient la xénophobie et érige l'étranger en bouc émissaire de tous les maux sociaux et économiques de la France. La Fédération a demandé que soient effectivement respectés le droit de demander l'asile, le principe du non-refoulement et le droit de faire entendre sa cause selon des conditions équitables; les normes internationales relatives au traitement des détenus, les droits de la défense et le principe de l'indépendance de la justice; elle a aussi demandé que soit assurée la protection des citoyens algériens et que les pouvoirs publics reconsidèrent la question des expulsions collectives d'étrangers et certaines pratiques bureaucratiques inhumaines. La Fédération invite les autorités françaises et les autorités de tous les autres Etats européens qui ne respectent pas leurs engagements internationaux en la matière, à mettre fin aux violations graves de libertés essentielles et de droits fondamentaux garantis par les principaux instruments internationaux et européens relatifs aux droits de l'homme.

41. Mme ALI (Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques), s'exprimant au titre du point 20 de l'ordre du jour, dit que malgré l'essor rapide et récent des médias à l'échelle mondiale, les clivages ethniques se sont en fait creusés. Alors que la science, la technologie, les communications et les échanges commerciaux visent à faire naître une véritable famille planétaire, des facteurs culturels et religieux donnent un regain de vie aux concepts étroits de régionalisation et d'ethnocentrisme. Il est de plus en

plus manifeste que des décennies de stabilité mondiale sont menacées par la volonté, exprimée à cor et à cri, de redessiner les frontières nationales et d'instaurer des régimes politiques fondés sur la race, l'ethnie ou la religion.

42. Il va de soi que chercher à étouffer des aspirations ethniques peut aller à l'encontre de l'objet recherché, mais la dislocation des sociétés pluriethniques ne résout pas le problème. Il faut par contre définir des modèles politiques, sociaux et culturels qui protègent l'intégrité des Etats tout en laissant s'épanouir les convictions culturelles et religieuses et les identités ethniques. C'est là l'essence même de la démocratie, dont l'application, dans la pratique, par les gouvernements laisse malheureusement beaucoup à désirer.

43. La pire des solutions possibles serait en effet de morceler les Etats et de redessiner les frontières nationales car elle supposerait des transferts massifs de populations analogues à ceux qui se produisent actuellement dans l'ex-Yougoslavie. On peut attribuer l'origine de nombre des conflits que connaît actuellement le sous-continent indien au partage de l'Inde britannique; les ressentiments du passé se sont mués en colère, en activisme puis en terrorisme. Lorsque des groupes ethniques et religieux parviennent à se constituer en une entité séparée, ils considèrent souvent leurs voisins comme des ennemis, perpétuant ainsi le cercle vicieux des suspicions et des tensions.

44. Ce qui fait peur dans le cas du Pakistan, c'est la domination que les fondamentalistes commencent à exercer par le biais de l'éducation, de la mobilisation en masse de volontaires armés et de la formation de milices privées. Bien que le processus démocratique empêche de s'emparer d'une trop grande part de pouvoir, la façon dont ils manipulent la religion fait que les musulmans sincères craignent de s'opposer à leurs desseins. Les personnes qui leur résistent s'exposent à l'ire de leurs sbires en armes. Tous les jours, on appelle au djihad, guerre sainte dont n'importe quelle société progressiste ou démocratique peut être le théâtre, y compris les secteurs de la société pakistanaise qui souscrivent à une idéologie progressiste et tolérante.

45. Les communautés doivent se rendre compte que l'humanité est faite de races, de religions, de cultures et de groupes ethniques différents, et qu'il n'y aura de progrès que dans un climat de tolérance et de coopération. Les structures politiques doivent donc faire preuve d'assez de souplesse et de sagesse pour répondre à des aspirations diverses. L'"auto-administration" dans le cadre des structures sur lesquelles s'appuie une nation composite, souvent appelée "autonomie interne", est un moyen de progresser. Les Etats qui sont en mesure d'adopter des structures politiques compatibles avec une société hétérogène s'avéreront probablement les plus pacifiques et les plus productifs. La démocratie porte en elle les germes d'un tel régime, ce qu'il faut c'est que les Etats prennent la mesure de ce qu'implique la démocratie et qu'ils la mettent ensuite en pratique.

46. M. PANDITA (Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme), s'exprimant au titre du point 17 de l'ordre du jour, estime encourageant de constater que la Sous-Commission est consciente des nouvelles

formes de discriminations qui sont apparues dernièrement dans les Balkans, au Rwanda, au Burundi, en Somalie, au Soudan et dans le Jammu-et-Cachemire. Les sociologues n'ont pas fini de se demander dans quelle mesure le réveil du nationalisme, de l'infranationalisme et d'identités ethniques, religieuses ou autres traduit un mouvement de réaction face à la mondialisation. On arguera que ces revendications d'identité servent à se défendre contre les effets néfastes de la mondialisation. Toutefois, dans bien des cas, ce mécanisme de défense est progressivement supplanté par le désir de domination et de pouvoir du groupe majoritaire à l'échelle locale, groupe qui fait souvent valoir des facteurs religieux. Les choses s'aggravent lorsque, poursuivant leurs propres buts, des intervenants de l'extérieur apportent un appui moral et matériel à la diffusion des concepts de pureté territoriale et d'exclusivité religieuse et culturelle.

47. M. Pandita appelle l'attention sur la situation de la minorité religieuse Pandit du Jammu-et-Cachemire. Le groupe de population majoritaire en Inde à l'échelle nationale ne représente plus qu'une minorité numérique vulnérable au Cachemire et inversement. Des extrémistes issus du groupe de population majoritaire au Cachemire ont entamé une campagne de purification ethnique et commettent d'autres violations des droits fondamentaux de la minorité religieuse du Cachemire. L'exclusion de cette minorité du domaine de compétence de la Commission indienne pour les minorités donne une triste image des dirigeants politiques. Avec le désir effréné de pouvoir et de domination que nourrit le groupe majoritaire local, la minorité pandit s'est vu décerner le rôle d'ennemi et écarter du processus de construction nationale. La protection des droits des pandits est d'autant plus malaisée que leur communauté est éparpillée dans la vallée du Cachemire. Il faudrait leur ménager, dans leur patrie, une zone de sécurité dans laquelle ils pourraient se réinsérer.

48. M. EGUZ (Observateur de la Turquie), prenant la parole au titre du point 5 de l'ordre du jour, déclare que le racisme est le pire des fléaux sociaux et politiques des temps modernes. Sa délégation se félicite donc de l'action menée dans le cadre du système de défense des droits de l'homme des Nations Unies pour l'éliminer. Malheureusement, ces efforts ne se sont pas traduits par des mesures concrètes, comme le démontre le fait qu'il a fallu proclamer une troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, en raison des résultats décevants des deux premières décennies. Combattre le racisme n'a jamais été aussi impérieux. La délégation turque fait donc bon accueil aux propositions contenues dans le document de travail de M. Eide (E/CN.4/Sub.2/1996/30). Comme il est souligné au paragraphe 20 de ce document, le principal facteur de discrimination raciale reste la couleur de peau. Il importe toutefois de mettre au point des mécanismes propres à détecter les formes plus subtiles que prend le racisme, par exemple sur le marché du travail ou sous le couvert du "relativisme culturel".

49. Les cas de racisme évoqués dans les médias ne sont que la partie visible de l'iceberg, la plupart des cas de racisme n'étant pas signalés par la population. Ce qui est plus alarmant, c'est que l'opinion publique s'habitue aux informations faisant état d'incendies volontaires ou de profanations de cimetières motivés par des raisons raciales, informations qui, quoi qu'il en soit, ne suscitent plus beaucoup d'intérêt.

50. Le racisme doit être combattu sur deux fronts. D'une part, il faut trouver des moyens d'éliminer le racisme qui existe et apporter assistance à ses victimes; d'autre part, il faut supprimer les conditions qui sont le terreau du racisme afin que les générations futures n'aient plus à craindre des agressions racistes. Il faudrait une législation plus stricte, assortie de mesures disciplinaires plus sévères à l'égard des fonctionnaires dont la participation à des activités racistes a été établie. L'idée d'instaurer un fonds de contributions volontaires qui viendrait en aide et assurerait réparation aux victimes d'actes de racisme mérite également d'être prise en considération. Mais c'est l'éducation qui est l'arme la plus efficace : il faut intégrer dans les programmes scolaires et la formation professionnelle, en particulier celle qui vise les personnes (notamment les agents de la force publique et les douaniers) souvent en contact avec des étrangers dans l'exercice de leurs fonctions, une information sur les maux qu'entraîne le racisme.

51. Chaque pays a sa contribution à apporter à la lutte contre le racisme - non seulement ceux qui s'efforcent d'en débarrasser leur société, mais aussi ceux, comme la Turquie, qui sont préoccupés par le sort de leurs propres citoyens à l'étranger. Les Nations Unies devraient donc montrer la voie en rassemblant tous les acteurs intéressés. Les Nations Unies, qui devraient d'abord veiller à ce que le Rapporteur spécial dispose de ressources suffisantes, joueraient un rôle des plus utiles en organisant des manifestations à l'échelle nationale et régionale et, surtout, en organisant une conférence mondiale sur le racisme, laquelle serait suivie de réunions techniques. Il faut espérer qu'une telle conférence se tiendra avant la fin du siècle. Entre-temps, la Sous-Commission doit donner suite aux initiatives qu'elle a prises par le passé en matière de lutte contre le racisme. A cet égard, le document de travail de M. Eide augure de fructueuses contributions futures.

52. Mme DUDA (Observatrice de la Pologne), s'exprimant au titre du point 5 de l'ordre du jour, dit qu'elle aimerait susciter l'optimisme en citant l'exemple d'un problème de minorités réglé avec bonheur malgré le peu d'enthousiasme manifesté dans un premier temps par la population et les tentatives faites pour lui donner une dimension politique. Elle invite tout d'abord les membres de la Sous-Commission à ne pas perdre de vue le climat empreint de violence qui, de tout temps, a marqué les relations entre les communautés polonaise et ukrainienne.

53. C'est ainsi qu'une école élémentaire a récemment été ouverte dans une région de Pologne qui abrite une importante minorité ukrainienne. Alors que les travaux de construction touchaient à leur fin, les autorités se sont rendu compte que l'école serait trop grande pour la communauté polonaise et son entretien trop coûteux. Dans le même temps, la communauté ukrainienne locale cherchait de nouveaux locaux pour y installer sa propre école d'enseignement secondaire. A l'issue d'une première série d'entretiens, les deux communautés avaient convenu de partager le nouvel établissement. Or, les vieux préjugés allaient bientôt être ravivés par la crainte que la propriété de cette école ne fasse l'objet de contestation. Après des mois de négociations sous les auspices de la Commission du Parlement polonais pour les minorités, il a finalement été décidé que la nouvelle école ouvrirait ses portes aux deux

communautés dès le début de l'année scolaire 1996-1997. Il reste à espérer que les démons du passé auront enfin été exorcisés.

54. Le PRESIDENT dit qu'il est encourageant d'entendre pour une fois le récit d'une expérience positive. A n'en pas douter, la vie quotidienne en offre de nombreux exemples. Malheureusement, trop peu sont signalés à l'attention de la Sous-Commission.

La séance est levée à 18 heures.